

Le courrier des élus

Europe écologie Les verts
Conseil régional
de Basse-Normandie

RÉGION BASSE
NORMANDIE



Groupe Europe Écologie Les Verts
Conseil Régional de Basse-Normandie
Abbaye Aux Dames. Place Reine Mathilde. CS 50523
14035 Caen Cedex 1

Collaborateurs du groupe :
Julien Hermilly : j.hermilly@crbn.fr : 06-76-71-59-27
Antoine Astruc : a.astruc@crbn.fr : 06-73-63-48-05

#14

Novembre
2014

Édito

Clara Osadtchy,
Présidente du groupe



Il aura donc fallu un mort pour que le combat contre le barrage de Sivens fasse parler de lui. Recueillement, respect, responsabilité.

Comment ne pas voir dans cette lutte pour la protection de l'environnement l'écho, ici de l'opposition à GDE, là de la bataille contre la THT ? Et alors que les alertes écologiques se multiplient (disparition de la moitié de la faune en 40 ans, hausse plus forte que prévue des températures), les alertes économiques leur emboîtent le pas. Nous le disons depuis longtemps : la solution aux deux problèmes est pourtant liée. De ce point de vue, la Loi de Transition énergétique marque quelques avancées et les écologistes se félicitent de sa première adoption à l'Assemblée Nationale. Toutefois, comment ne pas voir dans le reste de l'actualité de grandes contradictions : salon du nucléaire au Bourget, démission du président du Comité pour la fiscalité écologique, et bien sûr abandon de la taxe poids lourds... La transition énergétique ne se décrète pas, mais se construit pas à pas. Nous ne disons pas que c'est simple, mais les écologistes sont convaincus qu'elle répond aux besoins du plus grand nombre. Elle est en tout cas un triste baromètre de la sensibilité de l'État aux lobbys. Et dans ces temps où le Gouvernement semble trembler devant le moindre caprice du patronat, elle passe au second plan, pourtant n'est-ce pas l'intérêt général qu'elle traduit ? Celui-ci s'efface de plus en plus devant l'addition de tous les intérêts particuliers, corporatistes ; or, leur addition n'a jamais fait et ne fera jamais société. L'écologie, nous le pensons, elle, peut redonner ce sens au vivre ensemble. C'est notre travail quotidien.

Trois questions à

François Dufour,
Vice-Président à l'agriculture



Jeux Équestres Mondiaux

Les Jeux Équestres Mondiaux se sont achevés il y a déjà deux mois, quel bilan pouvons nous en tirer ?

Ce fut un grand moment, pour tous les bas-normand-e-s mobilisé-e-s : bénévoles, organisateurs, entreprises et bien sûr sportifs et partenaires. On ne vit ce type d'évènement que trop rarement, il a fallu en profiter. La Normandie s'est trouvée emportée dans l'élan, je pense ça a fait du bien à tout le monde. Enfin, nous avons tous découvert des disciplines sportives, belles et impressionnantes.

Il y a eu des critiques sur l'organisation, la faible popularité des jeux ou leur manque d'éco-exemplarité.

Par nature, les Jeux Équestres allaient être moins populaires que tout autre évènement. Malgré tout, beaucoup de normands y ont pris part notamment grâce à ce qui a été organisé à côté de la compétition qui a bien complété le programme officiel. Sur l'organisation, les couacs ont pu être pénibles à vivre : je pense au concours complet au Haras, c'est vraiment dommage. De plus, l'éco-exemplarité que nous avons, nous écologistes, porté, à été présente mais trop discrètement. Nous avons toutefois déjà obtenu la garantie du moindre impact sur les milieux naturels, notamment à la Prairie à Caen.

Et après, quels impacts auront ces jeux sur la région ?

Déjà, cela a permis de faire vivre le lien entre la Normandie et le cheval. Personne ne peut dorénavant ignorer que nous sommes LA région équestre ! d'où le souci de la préserver face, par exemple, à une méga-décharge... Le cheval est aussi sorti du folklore. Au-delà du sport, c'est une vraie économie qui génère 1,1 milliard d'euros de chiffre d'affaire et 12.500 emplois dans notre région ! C'est bien sûr un secteur que nous soutenons fortement : création du Pôle hippique à Saint-Lô, soutien continu au pôle de compétitivité Hippolia, à la fondation de recherche et à différents équipements (Haras du Pin, centre d'entraînement de Dragey-Ronthon, etc.). A l'heure du croisement des défis énergétiques, climatiques, sociaux et économiques, le cheval apparaît comme une petite pierre en plus dans l'édifice des solutions.

CLIs du nucléaire

L'appel au dialogue et au pluralisme



Le 20 septembre, quatre associations de protection de l'environnement ont quitté les CLIs (Commissions Locales d'Information) rattachées aux sites nucléaires du Cotentin.

Elle dénoncent - légitimement - les manques de dialogue et le respect de la pluralité des opinions, qui font pourtant l'intérêt des CLIs. **Clara Osadtchy, Jérôme Virlouvét et Marine Lemasson**, qui y siègent en tant qu'élus régionaux, ont adressé un courrier au Président des CLIs pour lui demander de renouer le dialogue avec les associations, sans quoi, l'objet même de ces structures de concertation sera remis en question.

Cette rupture est d'autant plus regrettable que les CLIs du Cotentin avaient mené un travail remarquable suite à la catastrophe de Fukushima en publiant un livre blanc sur la sécurité nucléaire. Pour la première fois, les élus les plus "nucléophiles" avaient alors admis la dangerosité de cette source d'énergie, et consenti à se préparer au pire.

Réforme territoriale

Malgré le flou, le travail



Il y a des réformes qui ont un début mais qui ne semblent pas avoir de fin. La réforme territoriale en fait partie. La nouvelle carte des régions et ses annexes (date et modalité d'élection) ainsi que le texte attendu sur les compétences

n'en finissent pas de créer la surprise. Alors que le dialogue entre les régions et le Gouvernement tourne au vinaigre (la puissante Association des Régions de France qualifiant le projet de loi de "brouillon"), le retour dans le jeu des Départements qui semblent avoir sauvé leur existence complexifie un peu plus la donne. Personne ne sait aujourd'hui à quoi ressembleront les Régions, quelles en seront les compétences et les ressources, et si les Départements existeront encore à moyen terme ! Si nous, normands, sommes à peu près sûr de notre rapprochement à venir avec nos amis d'outre Seine, pour le reste, c'est toujours flou. Sans attendre, le Conseil régional s'active et après avoir organisé plusieurs temps de travail (rapport des deux CESER, comparaison des politiques menées dans les deux régions), il organise une série de 12 réunions publiques dans toute la région pour aller à la rencontre des bas-normand-e-s. Vous trouverez les dates sur le document ci-joint. Nous vous invitons bien entendu à y participer.

**Prochaine assemblée plénière :
20 et 21 novembre**

GDE Nonant-le-Pin

Les citoyens expulsés mais pas abattus



On redoutait ce jour où les gendarmes viendraient prêter main forte à GDE. Ce fut le 06 octobre. Dès 5h30, les forces de l'ordre ont cadenassé les environs de Nonant-le-pin, bloquant citoyens et élus

devant un barrage bleu. Après avoir cassé le campement qui avait vécu presque un an, ils protègent dès lors la reprise d'activité de la décharge de GDE. Ni la présence de Laurent Beauvais, de **Yanic Soubien** ou des médias, ni les derniers appels à la Ministre de l'Écologie n'auront eu d'effet. Le site, aujourd'hui barricadé, ne polluera toutefois pas en toute impunité. Déjà, les procédures judiciaires sont toujours en cours, dont l'appel de la fermeture du site prononcé en première instance par le Tribunal d'Alençon. Surtout, la mobilisation citoyenne ne faiblit pas, bien au contraire. Privés de leur campement, les militants s'organisent pour continuer à mobiliser (manifestation à Alençon), informer et surveiller le site pour l'empêcher de polluer ces terres qu'ils défendent. Karima Delli, notre députée européenne, s'est rendue sur place le 10 octobre comme cela avait été prévu avant l'expulsion. Accompagnée par Yanic Soubien et les militants écologistes, elle a pu apporter une nouvelle fois son soutien et présenter son action de relais qu'elle mène auprès de l'Europe. Plus que jamais, il faut tenir. La lutte ouvre un nouveau chapitre.

Apprentissage

Mobilisation de la Région



Lors de la Plénière du 16 octobre, **Yanic Soubien**, Vice-Président en charge de la formation a présenté un plan de sauvetage de l'apprentissage en Basse-Normandie. En effet, le nombre d'apprentis diminue dans notre région (9400 en 2014 contre 11000 en 2010) à cause de plusieurs facteurs combinés : démographie, crise économique et faible mobilisation des acteurs. C'est un danger pour des secteurs qui ont besoin de main d'oeuvre qualifiée mais aussi pour la pérennité de filières qui ont bénéficié d'investissements régionaux ces dernières années. Pour rappel, la Région a ouvert près de 30 sections d'apprentissage y compris dans le supérieur. Ainsi, en complément du plan de relance de l'apprentissage lancé par le Gouvernement en septembre, la Région a annoncé de nouvelles aides : financement des coûts pédagogiques, prime additionnelle pour les entreprises, accompagnement des maîtres de stages, etc. Surtout, Yanic Soubien veut mobiliser les entreprises : il est parti à leur rencontre avec le Président de Région et le Préfet. Il s'est également rendu auprès de Centres de Formation des Apprentis (CFA). Nationalement il relaie ces actions en siégeant au Conseil d'Orientation de l'AFPA.